



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 22 FEVRIER 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux du mois de février à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 18 février 2022, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCROY, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	<u>Etaient présents</u> :	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, FIEVET Béatrice, GUILLAUD Patricia, PARENT Monique, PAUL Christine, THIEFFRY Martine Messieurs DELBERGHE Paul-Edward, DELEVOYE Didier, GUSTIN Jacques, LEMAIRE Aurélien, LEROY Bertrand, VERCROY Olivier
	<u>Absents excusés</u> :	BONNEL Amaury, LEFEBVRE Francis ayant donné procuration à VERCROY Olivier, LEPERS Jean-Marie ayant donné procuration à DELEVOYE Didier, MASSELOT Catherine ayant donné procuration à COULON Chantal
	<u>Absent</u> :	MARCHAND Laurent
		Monsieur GUSTIN Jacques est nommé secrétaire de séance
En exercice :	19	
Présents :	14	
Votants :	17	

N° : 2022-04

AVIS SUR LE PROJET DE MODERNISATION DE L'AEROPORT LILLE-LESQUIN

Monsieur le Maire expose :

La société « Aéroport de Lille SAS », gestionnaire de l'aéroport de Lille-Lesquin par concession de service public délivrée par le SMALIM, propriétaire de la plateforme, forme un projet dit de « modernisation de l'aéroport de Lille-Lesquin ».

Ce projet s'étale sur la durée de la concession 2020-2039 et comporte deux volets :

- ✓ La mise aux normes réglementaires de sécurité de la plateforme aéroportuaire
- ✓ Son extension afin d'accueillir entre 3,4 et 3,5 millions de passagers d'ici 2039 (2,2 millions en 2019), avec une augmentation du nombre de mouvements évaluée par Aéroport de Lille à + 17 % de mouvements commerciaux ou + 12 % de mouvements totaux en 2039

Eu égard à la nature de ce vaste projet qui concerne le cadre de vie des habitants des communes voisines, la demande d'autorisation environnementale conjointe à la demande d'autorisation du permis de construire, émise par Aéroport de Lille SAS, ait l'objet d'une enquête publique du 10 janvier au 14 février 2022 diligentée par la Préfecture auprès de 67 communes.

Suite à cette enquête publique et conformément à l'article L181-10 II du Code de l'Environnement, la Préfecture demande aux organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements intéressés par le projet, de donner leur avis sur la demande de permis de construire conjointe à la demande d'autorisation environnementale. De plus, conformément à l'article R181-38 du Code de l'Environnement, ces avis ne pourront être pris en considération que s'ils sont exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la date de clôture de l'enquête publique, c'est-à-dire en l'espèce avant le 28 février 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

Par 14 voix POUR – 2 voix CONTRE (Aurélien LEMAIRE et Christine COQUET) – 1 ABSTENTION (Béatrice FIÉVET)

- **D'émettre un AVIS FAVORABLE, sous conditions, uniquement pour la partie mise aux normes réglementaires de sécurité du projet :**

A condition qu'un couvre-feu d'au moins 7 heures d'affilée – 23 h à 6 h par exemple – soit instauré sur la plateforme de Lille-Lesquin, afin de préserver le sommeil et la santé tant morale que physique des habitants des communes voisines.

- A condition également que Monsieur le Ministre délégué aux Transports prenne un arrêté ministériel prévoyant des amendes significatives – jusqu'à 40.000 euros sur certains aéroports – à l'encontre des compagnies aériennes dont les avions ne respectent pas les trajectoires, les horaires de vol (retards en pleine nuit), et autres obligations environnementales telles que le bruit et la pollution.
- A condition que des taxiways en pistes 08 et 26 permettent aux avions de décoller plus loin sur les pistes afin qu'ils survolent les premiers riverains à plus haute altitude qu'aujourd'hui.
- A condition que les flottes d'avions soient renouvelées très rapidement en faveur d'avions moins bruyants et moins polluants.
- A condition que les lignes accueillies sur la plateforme de Lille-Lesquin représentent plus de 2 h 30 de trajet en train, afin de favoriser les transports propres préservant notre environnement.
- A condition, enfin, que le projet porté par Aéroport de Lille s'accompagne impérativement de la création par la Région et la MEL de nouvelles dessertes de transports en commun en mode propre (tramway, métro, supraway...) en plus du renforcement des navettes bus et autres lignes de bus prévues dans le projet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- **D'émettre un AVIS DEFAVORABLE pour l'extension de l'aéroport :**

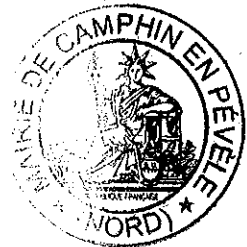
- Contre le doublement du nombre de passagers (trafic routier accru).
- Contre l'augmentation de 17 % ou plus du nombre de mouvements (nuisances de bruit et de pollution de l'air).
- Contre l'augmentation de l'artificialisation des sols par la création de parkings supplémentaires (risques de pollution de la nappe phréatique dans une zone de champs captants d'eau potable, cruciale pour l'alimentation en eau de la Métropole lilloise).

- Contre la réalisation d'une opération immobilière qui reste possible à terme dans la mesure où celle-ci n'est que « suspendue » actuellement dans le projet. Cette opération immobilière engendrerait en effet une augmentation de 71 % du trafic routier, ce qui serait réellement insupportable.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 23 février 2022

Le Maire,

Olivier VERCRUYSE



Envoyé en préfecture le 08/03/2022

Reçu en préfecture le 08/03/2022

Affiché le



ID : 059-215901240-20220222-2022_04-DE